



Communiqué de Presse du 25 novembre 2020

Vers la fin des médecins urgentistes ?

L'AMUF est scandalisée par le projet de loi "visant à améliorer le système de santé" en cours de discussion au Parlement et ses conséquences sur le métier de médecin en France à moyen et long terme.

L'ensemble des urgentistes se consacre à essayer de contrer la crise sanitaire de la Covid 19 en compensant notamment les carences de l'hôpital public dénoncées depuis plus d'un an. En guise de reconnaissance, **le gouvernement est en train de casser la profession de médecin avec la création du métier d'infirmiers en pratique avancée (IPA)**. Cette évolution devait être réservée aux pratiques de suivi et de malade chronique mais désormais les IPA vont pouvoir faire du diagnostic soin et traitement aux urgences, SMUR et au SAMU. Au lieu de s'attaquer aux causes du désamour de nos collègues pour les métiers de permanence de soins et pour l'hôpital public en repensant notamment les conclusions du Ségur, le gouvernement répond aux problèmes de sous-effectif médical chez les urgentistes avec la création d'une profession médicale intermédiaire.

Il s'agit d'une dérive de projets qui visaient initialement à élever la qualification des infirmières dans la prise en charge notamment des maladies chroniques.

Le Ministre de la Santé avait pourtant bien indiqué que pendant la crise les négociations sociales étaient "mises entre parenthèses". De fait c'était faux. La création de ces infirmiers pour les soins aigus aux urgences est une américanisation de notre système de santé. Il s'agit en réalité de mettre en place un système visant à pallier le manque de médecins par un nouveau corps de qualification intermédiaire pour une offre de soins également de niveau "intermédiaire".

Le but est donc d'en finir avec la médicalisation des urgences et pour les directeurs d'avoir un personnel moins coûteux car les IPA coûteront moins cher que les urgentistes.

Nous exigeons la présence de médecins urgentistes dans les SMUR, les SAMU et les services d'urgence dans un souci d'égalité d'accès aux soins. Qu'est-ce que cette époque qui invente une médecine low-cost, une ubérisation du soin oubliant toute l'importance de la relation médecin-malade ?

Il ne s'agit pas de s'en prendre aux personnes notamment des IPA mais aux principes afin de défendre notamment un nombre suffisant de médecins formés en France chaque année.

Nous demandons que la concertation se fasse avec les professionnels et le Conseil de l'ordre des médecins. Nous demandons un rendez-vous au Ministre de la Santé et nous avons interpellé le Premier Ministre par courrier afin de protester, car le monde d'après la crise du COVID-19 ne doit pas être pire que le monde d'avant.

La médecine d'urgence trouve difficilement sa place dans le paysage hospitalier que cela soit dans l'hôpital, dans les régions ou nationalement. Le tout est sous-tendu par un mépris, au mieux, latent. Les IPA aux urgences, telles que prévues, ne fera qu'aggraver ce mépris source de jouissances pour beaucoup et ainsi l'Hôpital continuera à être en tête de la lutte des classes entre les personnels et entre les spécialistes.